

RESOLUTION SUR LA SECURITE EN MER ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

présentée par le Japon et la Nouvelle Zélande

Attendu que la sécurité des navires et des équipages, l'ordre de la navigation maritime et la protection de l'environnement, représentent, de longue date, les intérêts communs des nations dans le monde ;

Attendu que la Commission et les Gouvernements Contractants soutiennent le droit à des formes légitimes et pacifiques de protestation et de manifestation ;

Rappelant que la 58^e Réunion annuelle de la Commission a adopté la Résolution 2006-2 dans laquelle la Commission avait reconnu et déclaré que la Commission et les Gouvernements Contractants ne sauraient tolérer un quelconque acte susceptible de représenter un risque pour la vie humaine et les biens en relation avec les activités des navires en mer, et avait instamment appelé les personnes et les entités à s'abstenir de tels actes ;

Profondément préoccupée par le fait que certaines confrontations et actes en mer en relation avec la chasse à la baleine et les activités de recherche baleinière mettent en péril la vie humaine et les biens, l'environnement marin et l'ordre de la navigation maritime et qu'ils peuvent être à l'origine de graves accidents ;

Reconnaissant la nécessité que tous les Etats prennent des mesures, en conformité avec les règles pertinentes du droit international et des lois et réglementations nationales respectives, et qu'ils coopèrent, le cas échéant, en vue de prévenir et d'interdire les actes qui portent atteinte à la vie humaine et les biens en mer ;

Rappelant la Convention sur le Règlement International pour prévenir les collisions en mer, laquelle a fixé des principes et règles uniformes pour éviter les collisions en mer ;

Notant l'obligation générale contenue dans l'Article 192 de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer qui prévoit la protection et la préservation de l'environnement marin par les Etats, ainsi que l'Article 194 (1) et (5) sur la nécessité de prévenir, de réduire et de contrôler la pollution de l'environnement marin, y compris en prenant les mesures requises pour protéger et préserver les écosystèmes rares ou fragiles ainsi que l'habitat des espèces en déclin, menacées ou en voie d'extinction et d'autres formes de vie marine ;

Notant également que l'Article 197 de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) demande aux Etats de coopérer au plan mondial et, le cas échéant, au plan régional, directement ou par le biais des organisations internationales compétentes, en vue de formuler et d'élaborer des règles et normes internationales ainsi que les pratiques et procédures recommandées conformément à la Convention UNCLOS, en vue de protéger et de préserver l'environnement marin, en tenant compte des caractéristiques régionales ;

Consciente du fait que des aspects liés à la confrontation entre les navires en mer et dans les ports ont été discutés par cette Commission ainsi que dans le cadre d'autres forums internationaux, y compris l'Organisation Maritime Internationale;

Rappelant les instruments internationaux applicables, notamment la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation, relative à la coopération internationale en vue de la prévention d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et aux poursuites contre les délinquants présumés ;

Notant également que la convention MARPOL 73/78 et, en particulier, ses Annexes I et V désignent l'Antarctique comme une Zone Spéciale en raison de l'importance écologique des écosystèmes fragiles de cette zone ;

PAR CONSEQUENT, LA COMMISSION

Reconnaît et déclare à nouveau que la Commission et les Gouvernements Contractants ne sauraient tolérer aucun acte qui puisse constituer un risque pour la vie humaine et aux biens en relation avec les activités des navires en mer ;

Appelle instamment les personnes et les entités à s'abstenir de tels actes ;

Appelle également instamment les Gouvernements Contractants à accorder toute l'importance requise à la protection de l'environnement, et en particulier, à l'environnement fragile de l'Antarctique ;

Appelle instamment les Gouvernements Contractants à prendre des mesures appropriées conformément aux directives de l'OMI, afin de veiller à ce que l'esprit et la lettre de cette Résolution soient respectés aussi bien au plan national qu'international ;

Appelle instamment les Gouvernements Contractants à prendre des mesures conformes aux règles pertinentes du droit international et des réglementations nationales respectives, en vue de coopérer, le cas échéant, pour prévenir et réprimer les actes qui mettent en péril la vie humaine et les biens en mer et à l'égard des auteurs présumés de ces actes ;

Appelle instamment les Gouvernements Contractants à coopérer conformément à la Convention UNCLOS et à d'autres instruments pertinents dans l'investigation des incidents en mer, y compris ceux susceptibles de mettre en péril la vie ou l'environnement.